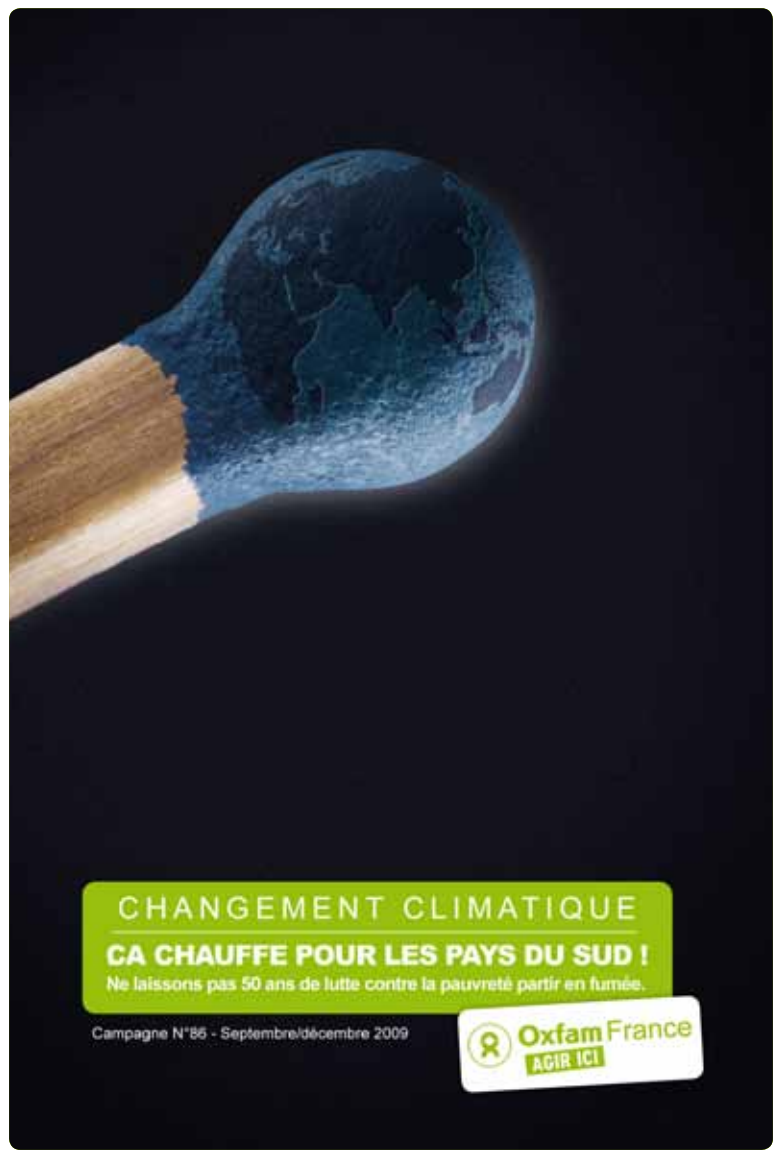




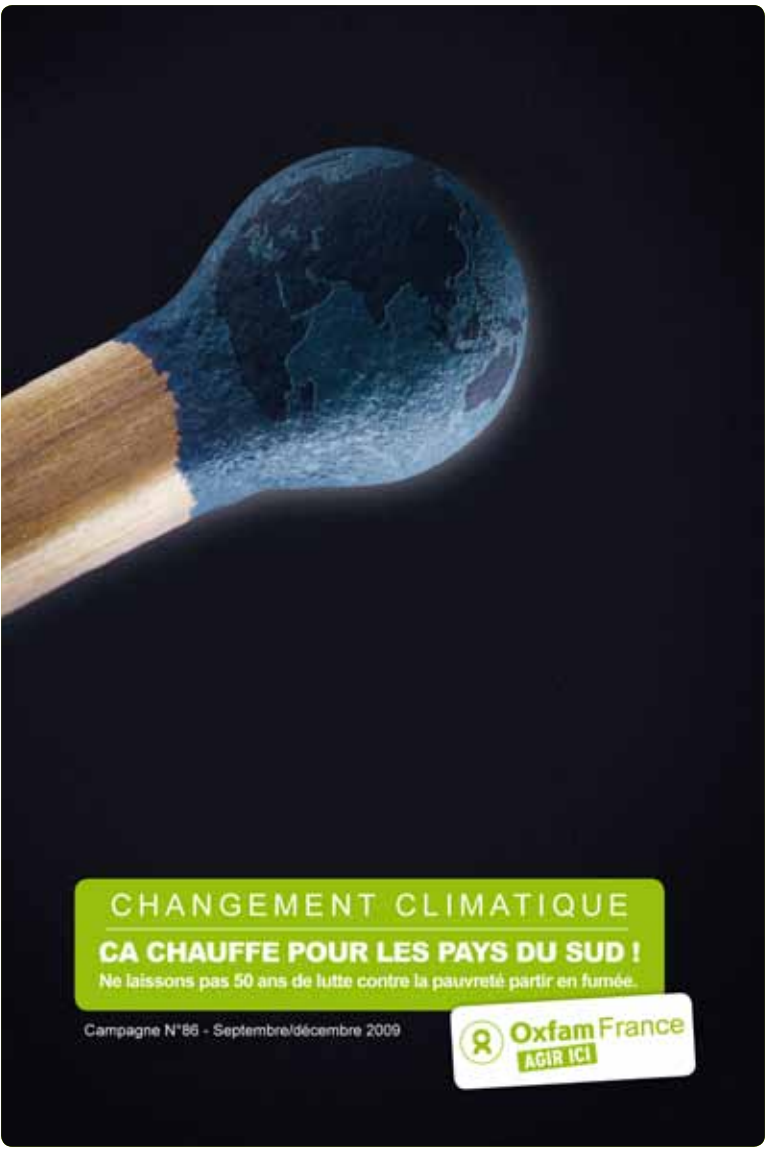
CHANGEMENT CLIMATIQUE
CA CHAUFFE POUR LES PAYS DU SUD !
Ne laissons pas 50 ans de lutte contre la pauvreté partir en fumée.

Campagne N°86 - Septembre/décembre 2009



CHANGEMENT CLIMATIQUE
CA CHAUFFE POUR LES PAYS DU SUD !
Ne laissons pas 50 ans de lutte contre la pauvreté partir en fumée.

Campagne N°86 - Septembre/décembre 2009



CHANGEMENT CLIMATIQUE
CA CHAUFFE POUR LES PAYS DU SUD !
Ne laissons pas 50 ans de lutte contre la pauvreté partir en fumée.

Campagne N°86 - Septembre/décembre 2009



JE PARTICIPE :

NOM : _____

PRÉNOM : _____

ADRESSE : _____

E-MAIL : _____

© _____



CHANGEMENT CLIMATIQUE
CA CHAUFFE POUR LES PAYS DU SUD !
Ne laissons pas 50 ans de lutte contre la pauvreté partir en fumée.

Oxfam France
AGIR ICI

Campagne N°86 - Septembre/décembre 2009

ENVOI
GRATUIT

**MONSIEUR NICOLAS SARKOZY
PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE
FRANÇAISE**

PALAIS DE L'ÉLYSÉE
55, RUE DU FBG, ST-HONORÉ
75008 PARIS

Monsieur le Président,
L'activité humaine est la cause du réchauffement du système climatique. Ses impacts se font déjà ressentir : écosystèmes ravagés, variabilité climatique extrême, hausse du niveau des océans... Les premières victimes en sont les populations déjà vulnérables de l'ensemble des continents. La sécurité alimentaire, l'accès à l'eau ou à la terre sont gravement menacés et des centaines de millions de personnes supplémentaires deviendront, si rien n'est fait, des « réfugiés climatiques ».

Responsables de la majorité des émissions de gaz à effet de serre (GES), les pays industrialisés doivent mener le combat contre le dérèglement du climat. Or nous maîtrisons déjà la plupart des technologies nécessaires pour rompre avec un modèle de développement destructeur. Monsieur le Président, vous devez prendre la tête de ce combat qui est sans aucun doute l'enjeu de ce siècle. Notre avenir commun dépendra des choix politiques qui seront faits au sommet de Copenhague, en décembre. La France demeure l'un des principaux pays pollueurs et historiquement responsables des émissions de GES, c'est pourquoi je vous demande :

- de contribuer pleinement au financement de l'adaptation au changement climatique et de la réduction des GES dans les pays en développement. Ce financement doit être additionnel et distinct de l'aide publique au développement. Au moins 110 milliards d'euros par an doivent être réunis au niveau international.
- d'obtenir un accord qui maintienne le réchauffement climatique en dessous de 2 °C par rapport à 1850. Les pays industrialisés, dont la France, doivent s'engager collectivement à réduire d'ici à 2020 leurs émissions de gaz à effet de serre d'au moins 40 % par rapport à 1990.

Je vous prie d'agréer, Monsieur le Président, l'expression de ma très haute considération.

En signant cette carte je participe à l'Ultimatum climatique, en partenariat avec WWF-France, Greenpeace France, Action contre la Faim, GARE, FBNH, Fondation Nicolas Hulot, Les Amis de la Terre, Médecins du Monde, Oxfam France - Agir Ici, Réseau Action Climat, Secours Catholique.

NOM, PRÉNOM :

VILLE :

SIGNATURE :

NOM, PRÉNOM :

VILLE :

SIGNATURE :

Monsieur le Ministre,

L'activité humaine est la cause du réchauffement du système climatique. Ses impacts se font déjà ressentir : écosystèmes ravagés, variabilité climatique extrême, hausse du niveau des océans... Les premières victimes en sont les populations déjà vulnérables de l'ensemble des continents. La sécurité alimentaire, l'accès à l'eau ou à la terre sont gravement menacés et des centaines de millions de personnes supplémentaires deviendront, si rien n'est fait, des « réfugiés climatiques ».

Responsables de la majorité des émissions de gaz à effet de serre (GES), les pays industrialisés doivent mener le combat contre le dérèglement du climat. Or nous maîtrisons déjà la plupart des technologies nécessaires pour rompre avec un modèle de développement destructeur. Monsieur le ministre, vous devez prendre la tête de ce combat qui est sans aucun doute l'enjeu de ce siècle. Notre avenir commun dépendra des choix politiques qui seront faits au sommet de Copenhague, en décembre. La France demeure l'un des principaux pays pollueurs et historiquement responsables des émissions de GES, c'est pourquoi je vous demande :

- de contribuer pleinement au financement de l'adaptation au changement climatique et de la réduction des GES dans les pays en développement. Ce financement doit être additionnel et distinct de l'aide publique au développement. Au moins 110 milliards d'euros par an doivent être réunis au niveau international.
- d'obtenir un accord qui maintienne le réchauffement climatique en dessous de 2 °C par rapport à 1850. Les pays industrialisés, dont la France, doivent s'engager collectivement à réduire d'ici à 2020 leurs émissions de gaz à effet de serre d'au moins 40 % par rapport à 1990.

Je vous prie d'agréer, Monsieur le Ministre, l'expression de ma très haute considération.

NOM, PRÉNOM :

VILLE :

SIGNATURE :

NOM, PRÉNOM :

VILLE :

SIGNATURE :

MONSIEUR JEAN-LOUIS BORLOO

MINISTRE DE L'ÉCOLOGIE, DE L'ÉNERGIE,
DU DÉVELOPPEMENT DURABLE ET DE
LA MER
92055 LA DÉFENSE CEDEX

4 FAÇONS D'AGIR

J'INTERPELLE

1

JE SIGNE LES CARTES ci-dessus et les envoie à Nicolas Sarkozy, Jean-Louis Borloo et au (à la) député(e) de mon choix (liste par circonscription avec coordonnées complètes disponible sur www.assemblee-nationale.fr ou au 01 40 63 60 00).

JE M'INFORME

2

Je souhaite recevoir le dossier complémentaire et l'actualité de la campagne

Par e-mail :

Si vous ne disposez pas d'un accès à internet, vous pouvez nous contacter au 01 56 98 24 40

JE SOUTIENS FINANCIÈREMENT LA CAMPAGNE

3

Je vous adresse un don* de :

20 € 35 € 50 € Autre : _____ €

JE DIFFUSE

4

Je commande _____ exemplaire(s) du dépliant de la campagne (1€ par ex., à partir de 10 ex. : 0.80 €/ex. port compris*.)

Je fais signer les cartes ci-contre à un ami qui souhaite lui aussi recevoir des informations sur les suites de cette action :

NOM : _____

PRÉNOM : _____

ADRESSE : _____

E-MAIL : _____

Afin de nous permettre de comptabiliser votre participation et de vous tenir informé, merci de compléter ou vérifier vos coordonnées au dos de cette carte et de nous la renvoyer à : Oxfam France - Agir Ici, 104 rue Oberkampf, 75011 Paris

Conformément à la loi informatique et liberté du 06/01/78, vous disposez d'un droit d'accès, de rectification et de suppression des données vous concernant en écrivant à Oxfam France - Agir Ici, 104, rue Oberkampf, 75011 Paris. Tél : 01 56 98 24 40 / Supplément à InfoActions n°102. Prix 1€ (*) par chèque à l'ordre de Oxfam France - Agir Ici

Madame la députée, Monsieur le député,

L'activité humaine est la cause du réchauffement du système climatique. Ses impacts se font déjà ressentir : écosystèmes ravagés, variabilité climatique extrême, hausse du niveau des océans... Les premières victimes en sont les populations déjà vulnérables de l'ensemble des continents. La sécurité alimentaire, l'accès à l'eau ou à la terre sont gravement menacés et des centaines de millions de personnes supplémentaires deviendront, si rien n'est fait, des « réfugiés climatiques ».

Responsables de la majorité des émissions de gaz à effet de serre (GES), les pays industrialisés doivent enclencher le dérèglement du climat et financer l'adaptation à ce changement dans les pays en développement. Si nous n'agissons pas maintenant, les conséquences du changement climatique réduiront à néant cinquante ans de lutte contre la pauvreté. Le gouvernement s'est d'ores et déjà engagé à intégrer pleinement l'objectif d'adaptation au changement climatique à la politique française de coopération. Mais tout reste à faire : l'Assemblée nationale doit jouer un rôle central dans le suivi de ces engagements. C'est pourquoi je vous demande :

- de poursuivre les travaux de l'Assemblée nationale sur le climat en créant une Mission d'information complémentaire sur le financement de l'adaptation au changement climatique et de la réduction des émissions de GES dans les pays en développement.
- lors du débat budgétaire, de dégager dès à présent des financements pluriannuels en faveur de cette adaptation dans les pays en développement qui soient additionnels et distincts de l'aide publique au développement.

Je vous prie d'agréer, Madame la députée, Monsieur le député, l'expression de ma haute considération.

NOM, PRÉNOM :

VILLE :

SIGNATURE :

NOM, PRÉNOM :

VILLE :

SIGNATURE :

M